PARLEMENT DES JEUNES
21e législature

L'IRIS

CAHIER PRATIQUE DES JOURNALISTES

L'iRiS : le journal numérique dans lequel tu tiens la vedette!

Pendant le Parlement des jeunes, chacune des quatre équipes de journalistes sera attitrée à la création d'un contenu médiatique : vox pop, mêlée de presse, entrevue et nouvelle. Ces contenus feront partis du tout nouveau journal numérique L'iRiS qui sera disponible sur le site web de Par ici la démocratie. Un tirage au sort décidera du contenu qui sera attribué à chaque binôme d'apprentis journalistes! Pour te préparer à plonger dans le merveilleux monde des médias, inspire-toi des exemples!

LE VOX POP

Sondage d'opinion portant généralement sur un sujet d'actualité, effectué dans la rue, pour recueillir les réactions et les commentaires spontanés des gens, et dont les résultats sont présentés le plus souvent sous forme de courtes séquences (sonores ou vidéo), par exemple lors d'un journal radiodiffusé ou télévisé.

Exemple : [VOX POP] Des Québécois nous disent ce qui coûte trop cher | QUB info

LA MÊLÉE DE PRESSE

Situation de collecte de l'information où les journalistes se ruent pour entourer une personnalité publique, susceptible de faire une déclaration, et la bombarder de questions.

Exemple : Les salles de bain destinées aux garçons et aux filles demeureront dans les écoles, assure Drainville

L'ENTREVUE

Entretien au cours duquel un journaliste pose des questions le plus souvent à une personnalité en vue, à un spécialiste ou au témoin d'un événement, dans le but de diffuser le contenu de l'échange par l'intermédiaire d'un média.

Exemple : 30 millions $ pour lutter contre les violences à l'école: entrevue avec Bernard Drainville

LA NOUVELLE

Texte qui, à partir d'un événement, rapporte le plus efficacement possible l'essentiel des faits nouveaux, significatifs ou intéressants, en replaçant ces faits dans leur contexte. Une fois écrit, le texte de la nouvelle peut être lu à la radio, narré à la télé dans le cadre d'un bulletin de nouvelles ou publié dans les journaux et dans les médias numériques. L'objet d'une nouvelle peut être une annonce, une élection, une déclaration, un événement, une publication, une décision, un succès ou un échec.

Exemple : Radiojournal Radio-Canada du 21 novembre 6h00

PLAN DE MONTAGE

Pour t'aider à créer ton contenu, voici un plan de montage dans lequel tu pourras insérer tes éléments d'information. N'oublie pas que ton contenu ne doit pas dépasser 1 minute 15 secondes en tout (à l'exception de l'entrevue*)!

☐ **VOX POP** ☐ **MÊLÉE DE PRESSE** ☐ **ENTREVUE** ☐ **NOUVELLE**

Noms des journalistes :

Amorce (INTRO)	**Texte**	**Code temporel/ Durée**
Sous-titres		
Corps (CONTENU)		
Sous-titres		
Conclusion		
Sous-titres		
Durée totale		**1 minute 15 secondes***

Si tu as la piqure pour l'univers journalistique, voici d'autres exemples de couvertures médiatiques puisées cette fois dans la presse écrite. Bonne lecture!

Pour en apprendre davantage : NOUVELLE

Les toilettes distinctes pour filles et garçons sont là pour rester à l'école

MARC-ANDRÉ GAGNON, Le Journal de Québec

MISE À JOUR : Mardi 12 septembre 2023, 14:40.

Le ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, refuse que les toilettes des filles ou celles des garçons soient converties en blocs sanitaires mixtes. Il a d'ailleurs ordonné à une école qui prévoyait le faire de corriger le tir.

« Il n'est pas question de transformer des toilettes des garçons en toilettes mixtes ou des toilettes des filles en toilettes mixtes », a signalé M. Drainville avant de gagner le Salon bleu pour la rentrée parlementaire, mardi.

« J'imagine la scène: une jeune fille de 12-13-14 ans, qui commence à avoir ses règles, par exemple, puis qui sort du cubicule, puis il y a des garçons à côté, de 13-14 ans qui la regardent, a-t-il illustré. Imaginez la scène, les moqueries, le sarcasme, l'humiliation. »

« Il n'est pas question qu'on aille dans cette direction-là », a insisté le ministre, qui tient à préserver l'intimité des filles, comme des garçons, d'autant plus à l'âge de la puberté.

Une école est allée trop loin

Selon lui, la direction de l'école secondaire D'Iberville, à Rouyn-Noranda, est allée trop loin en prévenant les parents, dans une lettre, que les salles de bain pour filles et garçons seraient réaménagées en blocs sanitaires mixtes. M. Drainville rapporte que son cabinet est intervenu auprès de l'école concernée après que cette situation a fait les manchettes, la semaine dernière.

« Nous pensons que l'école doit effectivement rectifier le tir », a dit le ministre.

« Est-ce qu'on pourrait, comme je l'ai vu dans certaines écoles, désigner une toilette individuelle et la désigner toilettes mixtes? Pourquoi pas », suggère M. Drainville. À ses yeux, il s'agirait d'un « compromis très raisonnable et acceptable » pour ceux qui se déclarent non binaires, élèves ou membres du personnel inclus.

Une réflexion s'impose

De façon plus large, « sur toutes les questions d'identité de genre, nous sommes en réflexion actuellement sur les meilleurs moyens de répondre aux enjeux », a dit M. Drainville. Sa collègue et ministre responsable de la lutte contre l'homophobie et la transphobie, Martine Biron, croit-elle aussi qu'une réflexion s'impose pour établir un cadre général.

Le chef du Parti Québécois, Paul St-Pierre Plamondon, a suggéré mardi matin d'en débattre en commission parlementaire. « Je ne sais pas si c'est le meilleur moyen », a réagi M^me^ Biron, qui est d'avis que les cas isolés ne peuvent pas être gérés « à la petite semaine ».

« On ne peut pas commencer à faire des politiques mur à mur sur chaque petit cas qui nous est soumis », considère M^me^ Biron

Pour en apprendre davantage : ENTREVUE

Grande entrevue avec Bernard Drainvile: « On met des moyens comme on n'en a jamais mis »

PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE
Bernard Drainville, ministre de l'Éducation

ALEXANDRE SIROIS LA PRESSE
Publié le 18 septembre

Pénurie d'enseignants, écoles vétustes, taux de décrochage trop élevé, problèmes d'apprentissage en hausse chez nos jeunes, etc. Avez-vous l'impression que le réseau de l'éducation au Québec est un véritable gâchis ?

Il y a de fortes chances que ce soit le cas.
Et ça inquiète le ministre de l'Éducation, Bernard Drainville.

« Les problèmes sont bien réels et il faut s'y attaquer, reconnaît-il. Mais il ne faut pas perdre de vue la beauté de ce qui se fait dans nos écoles. »

Le mois prochain, ça fera un an que Bernard Drainville est en poste. Je voulais le rencontrer afin de faire le point sur ses priorités et sur ses remèdes aux problèmes du système. Je cherchais aussi à mieux comprendre sa vision.

À son avis, modifier le discours qu'on tient sur le réseau fait partie des conditions gagnantes.
« Si on n'arrive pas à trouver un équilibre entre tous les problèmes pour lesquels on cherche une solution et, d'autre part, la valorisation du beau travail qui se fait dans nos écoles, si tout ce qui se dit et se raconte sur l'éducation, c'est toujours ce qui va mal, on se tire dans le pied. C'est le chien qui court après sa queue. C'est le cercle vicieux. »

Dans son bureau, au 16e étage du complexe G, à Québec, Bernard Drainville hausse le ton lorsqu'il aborde ce sujet.

Par moments, lors de notre discussion, il prend aussi de courtes pauses, conscient de la valeur des silences lors d'une entrevue. Il a beau être devenu ministre, le côté théâtral de sa personnalité, qui le servait si bien à la radio, n'a pas disparu.

On se tire dans le pied, donc ? Explication : en pleine pénurie d'enseignants, il faut faire comprendre aux jeunes candidats potentiels qu'un poste dans le réseau n'est pas l'équivalent d'un séjour en enfer. C'est ce que souhaite le ministre.

Il reste qu'on ne peut pas non plus occulter les problèmes, il y en a à la pelletée. Il faut les résoudre.

« Je ne suis pas jovialiste du tout », prévient d'ailleurs Bernard Drainville, pour désamorcer d'éventuelles attaques à ce sujet.

Il faut dire que le ministre a appris à la dure, au cours de la dernière année, que le mammouth de l'éducation n'est pas facile à dompter. Il a dû éteindre plus de feux qu'un pompier.
Y compris ceux qu'il a lui-même allumés, comme lorsqu'il avait laissé entendre que le travail d'enseignant n'était pas comparable à celui de député.

« Il faut s'occuper de l'urgent sans perdre de vue l'important. Et l'important, c'est les changements structurels profonds. Plus profonds que la seule réaction à une crise épisodique ou ponctuelle », explique-t-il.

Parmi les changements profonds qu'il propose, il y a le projet de loi 23, deuxième réforme caquiste de la gouvernance scolaire.

« Il faut qu'on ait davantage de cohésion et de cohérence dans la manière de travailler ensemble. Il faut qu'on ait un réseau et non pas 72 composantes d'un réseau », dit-il, citant le nombre de centres de services scolaires à travers le Québec.

PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE

Bernard Drainville, ministre de l'Éducation, avec notre chroniqueur Alexandre Sirois

---

Le projet de loi – controversé – lui permettra notamment de nommer les directeurs généraux de tous les centres de services scolaires. Il va aussi lui accorder le pouvoir d'annuler les décisions prises par chacun de ces centres.

Ce n'est toutefois pas avec cette législation qu'on va régler des problèmes fondamentaux comme la pénurie d'enseignants. La preuve, c'est que le Ministère vient d'évaluer que si la tendance se maintient, la situation va continuer de se détériorer rapidement.

Il manquera 14 230 enseignants dans les écoles du Québec d'ici quatre ans, selon la plus récente analyse obtenue par le ministre. C'est alarmant.

C'est pourquoi Bernard Drainville en est rendu à explorer des solutions de dernier recours. C'est ainsi qu'il faut comprendre sa décision, la semaine dernière, de lancer un débat sur la durée du baccalauréat en enseignement. Il a demandé à ses fonctionnaires de voir s'il est possible de retrancher un an à la formation. On pourrait donc obtenir un brevet après un baccalauréat de trois ans au lieu de quatre.

« Actuellement, je suis dans un mode : sortons des sentiers battus, sortons des sillons, pensons en dehors de la boîte, envisageons ce que nous n'avons peut-être pas osé envisager par le passé », lance-t-il, tout en précisant que les nouvelles idées pourront être mises de côté si elles ne résistent pas à l'analyse.

La pénurie est pour lui une priorité, donc. Mais avant tout, me dit-il, c'est la réussite scolaire qui le préoccupe. « C'est la destination la plus importante. »

Il a devant lui un gros cartable blanc, rempli de pages gribouillées et surlignées, qu'il utilise pour la période des questions. Il l'ouvre, se met à énumérer la liste des diplômes et des qualifications accessibles aux jeunes et explique qu'il importe de « mettre en place des mesures » pour « être capable de maintenir et idéalement d'augmenter la réussite scolaire ».

Il craint que l'impact de la pandémie sur la réussite puisse être plus sérieux que ce qu'on a déjà constaté. Je lui signale qu'un éminent spécialiste de la réussite, Égide Royer, m'a dit l'an dernier que le Québec a besoin d'une réforme urgente de la politique d'adaptation scolaire (qui soutient les élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage). J'ai droit à une fin de non-recevoir.

« Je dois d'abord stabiliser mes effectifs », réplique-t-il.

Bernard Drainville reconnaît que la composition de la classe est un « très grand défi ». La lourdeur de nombreuses classes est souvent citée par les enseignants et leurs syndicats comme LE facteur démobilisant.

« C'est ce que j'ai remarqué en premier quand j'ai commencé mes visites d'écoles, ça saute au visage. »

Il est loin de rester les bras croisés, plaide-t-il. Cette fois, ce qu'il énumère – mais sans utiliser son cartable –, c'est le chapelet de mesures visant à favoriser l'attraction et la rétention des enseignants. De la hausse de la rémunération aux programmes de tutorat et de mentorat, en passant par l'ajout d'aides à la classe ainsi que la rénovation et la construction « de plus belles écoles ».

Bernard Drainville semble avoir posé le bon diagnostic quant aux problèmes du réseau. Et il est visiblement animé de bonnes intentions.

Mais je lui fais remarquer que c'était aussi le cas de son prédécesseur, Jean-François Roberge, ministre pendant le premier mandat de la CAQ. Et lui aussi multipliait les mesures dans le but de régler les problèmes. Alors qu'est-ce qui devrait nous faire penser que cette fois, ça va marcher ?

« Écoute, on met des moyens comme on n'en a jamais mis. À un moment donné, tu te dis : tous ces investissements que l'on fait vont finir par produire des résultats », répond-il.

Dans le contexte actuel, on ne demande qu'à le croire.

Si on veut recruter des jeunes dans l'enseignement, il faut qu'une fois de temps en temps, ils entendent parler de l'enseignement en positif.

Bernard Drainville

Pour en apprendre davantage : ANALYSE

Drainville en contradiction avec son propre ministère

Jacques Boissinot La Presse canadienne
Le ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, à l'Assemblée nationale mercredi

Marie-Michèle Sioui *à Québec*
Le Devoir, 13 septembre 2023

En s'opposant à l'apparition de toilettes mixtes dans les écoles, le ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, s'est placé en contradiction avec les recommandations de son propre ministère.

Dans un guide à l'intention des milieux scolaires créé en 2021, le ministère de l'Éducation identifie comme une « mesure administrative appropriée » le fait de « prévoir des lieux d'intimité neutres permettant le libre choix des élèves et du personnel ».

Le guide « précise les orientations du ministère de l'Éducation » au sujet de la diversité sexuelle et de genre dans le milieu scolaire. Il indique aussi « les principes fondamentaux qui encadrent les actions pouvant être mises en place dans le but de respecter les droits, les besoins et les responsabilités de chaque personne ». Il est toujours disponible sur le site du ministère.

Entre autres choses, le guide prévoit qu'il est nécessaire d'obtenir l'accord de l'élève âgé de 14 ans ou plus avant d'impliquer ses parents dans les interventions reliées aux changements de nom et de mention du sexe.

Le document a été créé à la suite d'une collaboration entre les ministères de la Justice et de la Famille, du Bureau de lutte contre l'homophobie et la transphobie, de la Chaire de recherche sur la diversité sexuelle et la pluralité des genres de l'Université du Québec à Montréal et de la Table nationale de lutte contre l'homophobie et la transphobie des réseaux de l'éducation, a énuméré mercredi James Galantino, directeur général du Conseil québécois LGBT, lors d'un entretien avec Le Devoir.

« Il y a déjà plein d'experts qui se sont mis ensemble pour dire qu'il faut des toilettes mixtes », a-t-il résumé. Dans le contexte, il n'est « pas trop sûr de saisir la réticence » de M. Drainville par rapport à ces aménagements.

> Il y a déjà plein d'experts qui se sont mis ensemble pour dire qu'il faut des toilettes mixtes. [Je ne suis] pas trop sûr de saisir la réticence [de M. Drainville].
>
> — James Galantino

M. Galantino estime que ce serait « un non-sens » de lancer des travaux pour « évaluer si oui ou non, on devrait mettre des toilettes mixtes ». « Le travail qui a permis d'évaluer et de constater qu'on a besoin de toilettes mixtes, il a déjà été fait », a-t-il insisté. Il s'est cependant dit prêt à travailler avec le ministre si celui-ci cherche à savoir comment « bien implanter » les toilettes mixtes.

Considérant la teneur des recommandations du ministère de l'Éducation, M. Drainville aurait dû « rassurer la population » lorsque le sujet des toilettes mixtes a surgi dans l'actualité, juge M. Galantino. « Ce n'est pas cohérent avec ses propres recommandations gouvernementales », a-t-il affirmé.

Un « non-sens »

En matinée mercredi, Bernard Drainville a annoncé la mise sur pied d'un comité scientifique sur la question de la transidentité. Ce comité, qu'il espère mettre sur pied avant Noël, aura pour mandat de réfléchir à la question de l'identité de genre et de formuler des « constats » à ce sujet.

Ses travaux ne porteront pas uniquement sur le réseau de l'éducation, a précisé l'élu.

« On n'ira pas en commission parlementaire là-dessus », a-t-il aussi lancé, en rejetant la demande du Parti québécois (PQ) en ce sens. « La raison est simple : c'est qu'on ne souhaite pas que cet enjeu-là, qui est très sensible, soit instrumentalisé à des fins partisanes. »

À son avis, « la réflexion, aller chercher les faits, faire une analyse scientifique rationnelle de ces enjeux-là, je pense que c'est la voie à suivre ». Les questions de genre, « ça nous touche dans nos valeurs profondes et c'est justement ce pour quoi il faut avoir une réflexion qui est posée », a-t-il poursuivi.

De son côté, le chef du PQ, Paul St-Pierre Plamondon, s'est engagé à « nuancer » sa position sur le sujet dans une lettre qu'il publiera sous peu.

« Je vais y aller par écrit, je vais publier une lettre, puis ça permettra d'apporter les nuances que je veux apporter », a lancé le chef péquiste en matinée.

La veille, il a répondu à une question sur l'identité de genre en évoquant l'arrivée d'idéologies de « la gauche radicale » dans le réseau de l'éducation. Il a énuméré quelques sujets imposés par cette frange : « le privilège blanc, l'abolition effective des frontières, le racisme systémique, l'écriture inclusive ».

Bien qu'il ait dit maintenir ses propos, M. St-Pierre Plamondon a précisé que le sujet commande à son avis de la prudence. Et de quelle gauche radicale parlait-il ? « Ma prochaine étape, c'est d'apporter les nuances et de préciser la position du Parti québécois dans une lettre que je vais publier très prochainement », s'est-il contenté de répondre.

Pour en apprendre davantage : CHRONIQUE

Tempête dans un urinoir

PHOTO MARCO CAMPANOZZI, ARCHIVES LA PRESSE

« Des études montrent qu'une majorité de garçons français n'aiment pas les urinoirs », écrit notre chroniqueuse.

ISABELLE HACHEY LA PRESSE
17 septembre 2023

Un des pires souvenirs de mes années au secondaire implique une violente séance d'intimidation dans les toilettes, avec insultes, claques au visage et menaces de me plonger la tête dans une cuvette.

J'étais en première année du secondaire, à Chicoutimi. À l'époque, l'école qui accueillait les enfants tout frais débarqués du primaire offrait également des programmes professionnels à des élèves beaucoup plus âgés. Parmi ceux-ci, il y avait immanquablement des imbéciles qui s'amusaient à terroriser les petits nouveaux.

Pour les enfants de 12 ans, c'était presque inévitable, une sorte de passage obligé. Ce n'en était pas moins terrifiant. Je me rappelle avoir été séquestrée sur l'heure du midi dans des toilettes laissées sans surveillance. Les intimidateurs avaient le champ libre.
Mais je devrais écrire « les intimidatrices », parce que cette histoire se passait exclusivement entre filles, dans les toilettes des filles.

Ça m'est revenu en tête, avec ce débat sur les toilettes mixtes à l'école. La semaine dernière, le ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, a rappelé à l'ordre l'école secondaire d'Iberville, à Rouyn-Noranda : pas question de convertir les toilettes pour filles ou garçons en blocs sanitaires mixtes. « On ne veut pas aller là », a tranché le ministre.

Partout, on a dénoncé haut et fort cet accommodement déraisonnable offert aux personnes trans et non binaires. Les toilettes mixtes, non merci ! Bousculer les habitudes de tout le monde pour deux ou trois

élèves différents, franchement, cela allait beaucoup trop loin. Une fois de plus, on cherchait à imposer des idéologies radicales à l'école…

On peut sans doute en débattre. Le gouvernement peut bien créer un comité de sages, s'il juge n'avoir rien de plus urgent à faire. Mais dans cette histoire, une chose semble avoir été complètement occultée : à l'école d'Iberville, le réaménagement des toilettes n'avait rien à voir avec les élèves transgenres.

Le 30 août, les autorités scolaires ont tenté d'expliquer aux médias locaux ce projet qui commençait déjà à faire des vagues. Elles ont alors précisé que la décision d'opter pour des toilettes mixtes n'avait « pas été prise pour accommoder les élèves issus de la diversité sexuelle et de genre », a rapporté TVA Abitibi-Témiscamingue.

Lisez l'article « La direction et le CSS font le point sur les toilettes mixtes »
Cette précision s'est perdue, dirait-on, quelque part dans le parc de La Vérendrye. Ce n'est pourtant pas un détail. J'aurais bien voulu en discuter avec le directeur de l'école, Jean-François Parent, mais il a décliné, vu la tempête dans l'urinoir provoquée par ce projet. Un porte-parole s'est borné à m'écrire que les toilettes devaient être rénovées parce qu'elles étaient « vétustes ».

Le 30 août, M. Parent avait montré les plans des blocs sanitaires aux médias locaux. Les nouvelles toilettes auraient été dotées de cabines entièrement fermées du plancher au plafond. Seul l'espace réservé aux lavabos aurait été commun aux élèves. Cet espace aurait été largement vitré, afin de permettre une surveillance à partir du corridor.

Je regardais ces plans et je me disais que si les toilettes de mon école secondaire avaient ressemblé à ça, j'aurais moins craint de boire la tasse au fond d'une cuvette.

Je le répète, je n'ai rien contre le débat. Encore faut-il débattre à partir de faits. Écartons donc la question tristement clivante des enfants trans (qui ont certainement besoin, comme tous les enfants, de se sentir en sécurité aux toilettes).

Concentrons-nous sur les toilettes mixtes à l'école. Pour justifier son refus, le ministre Bernard Drainville nous a demandé de penser à de jeunes filles qui ont leurs premières règles, « qui sortent du cubicule » et que les garçons regardent. « Imaginez la scène, les moqueries, le sarcasme, l'humiliation. »
Cette description ne tient pas compte des faits. Les plans de l'école d'Iberville ne prévoyaient pas de cubicules, mais des cabines fermées, sans espace permettant de regarder en dessous ou au-dessus. Ces cabines devaient justement assurer une plus grande intimité aux élèves.

Et pourtant. « Vous vous basez sur quelle expertise pour prendre cette décision-là aujourd'hui ? », a demandé un journaliste au ministre Bernard Drainville, qui a répondu : « Sur l'expertise intimité, monsieur. Sur l'expertise intimité. »

Sans vouloir rien enlever à l'expertise intimité du ministre, voici un autre éclairage, provenant d'une véritable spécialiste. Édith Maruéjouls, directrice générale de l'Atelier Recherche Observatoire Égalité de Bordeaux, possède une solide expérience terrain. Depuis 15 ans, cette géographe aménage des toilettes mixtes dans des écoles françaises – et elle étudie les résultats.

Son constat : la non-mixité masque les vrais problèmes.

Les toilettes, c'est le premier lieu de harcèlement scolaire. L'entre-soi des filles et l'entre-soi des garçons ne protègent pas des violences.

Édith Maruéjouls, de l'Atelier Recherche Observatoire Égalité

Les petits ont souvent peur des grands. Plutôt que de séparer les élèves en fonction de leur sexe, mieux vaudrait les séparer en fonction de leur âge.

En France, souligne-t-elle, 8 élèves sur 10 se retiennent d'aller aux toilettes. À cause du risque de harcèlement, mais aussi du manque d'intimité offert dans ces lieux d'aisances. Les envies, même pressantes, peuvent être freinées par des cloisons trop minces. Ça entraîne de réels problèmes de santé : constipation, infection urinaire, etc.
Des études montrent par ailleurs qu'une majorité de garçons français n'aiment pas les urinoirs, parce qu'ils hésitent à faire pipi sous le regard des autres, note M^{me} Maruéjouls. Pourtant, on continue de leur imposer des urinoirs, comme si la société ne pouvait concevoir leur besoin d'intimité.

L'autre problème avec les urinoirs, c'est qu'ils transforment les toilettes en « lieu d'impunité », ajoute l'experte. Les adultes ne peuvent pas entrer pour voir ce qui s'y passe puisque les garçons s'exposent pour uriner. En supprimant les urinoirs, on peut aménager des espaces lavabos ouverts aux regards. Sachant qu'il peut être aperçu à tout moment, un élève y réfléchira à deux fois avant de poser un geste pour lequel il risque d'être réprimandé.

C'est exactement ce que prévoyait faire l'école d'Iberville avec ses espaces vitrés donnant sur le corridor. L'idée n'était pas d'accommoder les enfants trans, mais de rendre les toilettes plus accueillantes et sécuritaires – pour tout le monde.

Pour en apprendre davantage : ÉDITORIAL

Échaffourée autour des toilettes

Marie-Andrée Chouinard

Le Devoir, 18 septembre 2023
ÉDITORIAL

La rentrée parlementaire de l'automne 2023 aura été marquée à Québec par une échauffourée sur les toilettes à l'école. Loin des préoccupations vécues par les jeunes trans et non binaires, dont il a été question, ce type de débat stérile et forgé sur des approximations ne fait qu'accentuer les stigmates et les préjugés. S'il faut débattre de ces questions, espérons un peu plus de rigueur et de nuance dans les échanges.

Un retour aux faits s'impose, pour faire éclater la bulle de surréalisme qui a enveloppé la classe politique la semaine dernière. Ce sont des questions de sécurité qui ont incité l'école secondaire d'Iberville, située à Rouyn-Noranda, à opter pour des blocs sanitaires mixtes constitués de cabines entièrement fermées, du sol au plafond, et situées dans un corridor vitré. Les questions de diversité de genre ne sont donc pas à l'origine de ce changement, comme le débat l'a laissé croire. Oui, la cabine neutre viendra solder des problèmes de sécurité, mais, s'il le faut, elle offrira aussi à des jeunes trans et non binaires un espace non genré.

L'intimidation à l'école, ça vous dit quelque chose ? On a fait des campagnes entières d'intervention et de sensibilisation afin que les écoles s'outillent pour contrer ces actes de violence perpétrés à l'endroit des enfants, tous profils confondus. Qu'une école fasse de la sécurité de ses élèves une de ses priorités en aménageant de meilleure manière les espaces sanitaires ne devrait pas dériver sur un débat idéologique partisan, déconnecté des préoccupations du terrain.

Dans le grand bain du wokisme, qu'on accuse désormais de mouiller un tout et un rien, on a plongé, ces derniers mois, l'école. Les tenants d'une rumeur qui maintient que l'école mène une mission idéologique sur la théorie du genre sonnent désormais l'alarme à la moindre anecdote, contribuant souvent à déformer le réel et à créer une crise là où il n'y en a pas. On a vu ces chantres d'un certain conservatisme s'agiter autour de l'heure du conte menée par des drag queens ou encore la manière d'interpeller Mix Martine, une personne enseignante non binaire. Chaque fois, remonter le fil de ces histoires a montré que l'enflure politique et médiatique avait largement dépassé le réel. N'a-t-on rien appris de Bouchard-Taylor ? Ces sages avaient démontré, en 2008, que la vaste majorité des « scandales » à saveur d'accommodements raisonnables avaient en réalité été montés en épingle ou complètement déformés notamment par les médias, venant alimenter la polémique sur fond de fiction. Il semble que nous assistions en ce moment au même phénomène.

Outre les médias, les politiciens ont la responsabilité de laisser les nuances maîtriser leurs réactions et leur discours, pour calmer le jeu. Pourquoi le ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, n'a-t-il pas eu tout simplement le réflexe de militer pour un certain recul et un temps d'examen avant de lancer que non, les toilettes mixtes, « on ne veut pas aller là », au contraire de ce que son propre ministère prône ? Pourquoi le chef du Parti québécois, Paul St-Pierre Plamondon, a-t-il jeté de l'huile sur le feu en affirmant que « beaucoup d'idéologies de la gauche radicale […] sont imposées » en ce moment et que l'Assemblée nationale doit s'en mêler ? Heureusement, des voix ont appelé au calme. « Le débat se polarise sans raison », a avancé la ministre responsable de la Condition féminine, Martine Biron. « Les politiciens devraient laisser ces enfants-là tranquilles », a renchéri le porte-parole de Québec solidaire, Gabriel Nadeau-Dubois.

C'est à lui d'ailleurs que revient le mérite d'avoir rappelé l'essentiel : les enfants trans et non binaires, si minoritaires soient-ils au sein de l'école et de la société, n'en vivent pas moins des réalités dramatiques. Il

a été démontré que ces jeunes constituent un groupe particulièrement vulnérable et sont à risque de détresse psychologique, d'idéations et de tentatives de suicide, d'automutilation et de violence verbale, physique et psychologique. Discuter des mesures de soutien destinées à ces enfants ne devrait pas mener à les ostraciser davantage ! Il semble que nous sombrions totalement dans ce piège.

Les questions d'identité de genre nous forcent à réfléchir comme société, mais il faut le faire dans des conditions propices à l'évolution plutôt qu'au recul. Si les tentatives d'inclusion proposées par certaines écoles et basées sur la science se transforment dans le débat public en commando militant pour imposer une idéologie à l'école, nous n'aurons pas fait grand chemin en matière d'inclusion et de respect des différences. C'est pourtant une des missions clés de l'école, et elle s'en est faite la fière défenderesse au fil des années, comme en font foi toutes les campagnes de sensibilisation et d'éducation autour de l'orientation sexuelle et de la stigmatisation subie par les communautés LGBTQ+.

On a entendu des appels au débat démocratique, aux commissions parlementaires et vu le ministre de l'Éducation reléguer l'examen de ces questions aussi délicates qu'importantes à un comité scientifique. Peu importe la forme que prendra la réflexion, elle doit reposer sur des faits et contribuer à servir les jeunes trans et non binaires dans un esprit d'ouverture et d'inclusion.